

LE MONDE

Le Proche-Orient
suspendu au sort
du soldat Shalit

Page B 1



◆ www.ledevoir.com ◆

LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 142 ◆

LE MARDI 27 JUIN 2006

La prospection d'uranium suscite des craintes à Mont-Laurier

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Plusieurs groupes et organismes de la région de Mont-Laurier, dont l'économie repose en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles, le tourisme et la villégiature, craignent la vague d'exploration minière qui déferle présentement sur leur région dans l'espoir d'y découvrir d'importants gisements d'uranium.

On a même vu récemment 80 personnes manifester sous la pluie à Mont-Laurier, un samedi, pour protester contre le peu de réaction des élus régionaux devant ces travaux d'exploration réalisés sans information préalable de la population. Plusieurs perçoivent déjà cette activité comme une menace à l'exploitation durable des ressources régionales même s'il faudrait une décennie environ avant qu'une société minière puisse lancer véritablement une exploitation industrielle du métal radioactif.

Pour le président de l'Association pour la protection de l'environnement des Hautes-Laurentides (APEHL), Réal Richer, «même si on est loin de l'étape de l'exploitation commerciale, dès qu'il y a prospection intensive, la porte est ouverte au reste. Et il faut donc qu'on s'informe sur cette question et qu'on offre cette information au public.»

VOIR PAGE A 8: URANIUM

O'Connor lance de rêve de la



LES ACTUALITÉS

URANIUM

SUITE DE LA PAGE 1

Cette association a donc créé une «nouvelle cellule du mouvement anti-nucléaire» pour élaborer une stratégie d'information pour le public et les politiques locaux sur les enjeux en cause.

Le député local, Sylvain Pagé, du Parti québécois, a même organisé une rencontre entre les représentants des organismes publics de la région et ceux de la Nova Uranium Corporation, une des deux entreprises de prospection actives dans la région. L'APEHL entend pour sa part offrir la même information à la population et, aussi, inviter des universitaires plus indépendants que les consultants des sociétés de prospection.

Jusqu'à présent, d'après les récents résultats d'analyse divulgués par Nova Uranium, celle-ci n'a pas trouvé de filons où les concentrations dépassaient 500 parties par million (ppm) d'uranium par tonne de pierre. Il faudrait trouver des concentrations minimales de 5000 ppm et, mieux, de 10 000 ppm pour que l'exploitation des veines recensées dans la région soit rentable. Selon M. Richer, les représentants de la Nova Uranium auraient expliqué qu'une usine qui extrait de l'uranium coûterait au bas mot 100 millions. Elle doit donc compter sur des réserves et des concentrations importantes pour être rentable.

L'arrivée des prospecteurs d'uranium dans la région de Mont-Laurier s'explique par la hausse du prix de l'oxyde d'uranium, qui est passé d'environ 10 \$ la livre à plus de 40 \$ dans la dernière année. On se rappellera que le retour en force du nucléaire

dans le monde semble lié au discrédit qui frappe les combustibles fossiles, source première du réchauffement du climat mondial.

Le Canada et principalement la Saskatchewan, l'Australie, le Niger et le Kazakhstan viennent en tête des pays producteurs d'uranium dans sa forme brute.

Dans la région de Mont-Laurier, les recherches se concentrent principalement autour de Ferme-Neuve, de Sainte-Anne des Lacs, près du lac Mekoos, où se trouve un pourvoyeur.

Une autre multinationale française, Aréva, s'intéresse aussi à la prospection dans les Laurentides. Des droits miniers ont aussi été levés sur de vastes concessions au nord de Chutes-Saint-Philippe et lac Saint-Paul.

D'autres régions du Québec se retrouvent par ailleurs dans la mire de l'industrie minière. Ainsi, aux monts Otish, où plusieurs voudraient que Québec crée une aire protégée, des concentrations de 20 livres par tonnes auraient été découvertes, ce qui dépasserait de plusieurs fois la moyenne internationale de trois livres par tonne. D'autres travaux de prospection ciblent par ailleurs la région de Johan-Beez, dans la Basse-Côte-Nord. Si en général les teneurs sont relativement faibles au Québec, les gisements québécois pourraient devenir très actifs dans l'hypothèse où les prix doubleraient d'ici quelques années, comme le prévoient les experts.

Les mines d'uranium ont souvent contaminé pour longtemps des cours d'eau en raison des lixiviats provenant des sites de déchets miniers.

Le Devoir

ARBITRE

SUITE DE LA PAGE 1

millions d'yeux le regardant, de sa propre personne? Un arbitre peut-il penser comme ça?

Officiellement, non, bien sûr. Mais la version officielle, toutes les versions officielles, on sait ce que ça vaut. De la chinoute, voilà quoi.

En tout cas, M. Cantalejo pourra peut-être se rassérer un peu en

pas accès aux reprises vidéo et qui ne peuvent profiter de l'appui de juges de buts.

Cela pouvait aller avant, quand l'histoire était racontée par des gens qui n'étaient pas là ou postés tellement loin que leur avis valait bien celui de quelqu'un qui, justement, n'était pas là. Cela prend des allures un peu grotesques quand la moindre action est épiée par 38 ca-

Ottawa aurait abaissé d'examen du mandat

Ottawa — Faute d'appui de ses collègues du cabinet, la ministre du Patrimoine canadien, Beverley Oda, aurait discrètement abandonné son projet d'ordonner un examen externe du mandat de Radio-Canada/CBC.

Ces derniers mois, la ministre a indiqué qu'elle espérait annoncer la mise sur pied d'un groupe de travail chargé de cette mission d'ici à la fin de la session parlementaire. Or, les députés ont quitté Ottawa la semaine dernière, et aucune annonce n'a eu lieu.

Dans le milieu des télécommunications, on s'attendait à ce que Beverley Oda passe à l'acte au Festival de télévision de Banff, il y a deux semaines, mais la ministre y a simplement annoncé une étude de l'effet des nouvelles technologies sur la radiodiffusion.

Des sources bien informées ont d'ailleurs confié à l'organisme Friends of Canadian Broadcasting (FCB) qu'un comité du cabinet fédéral avait rejeté la proposition de Mme Oda. Selon ces sources, le bureau du premier ministre Ste-

phen Harper serait impliqué dans la création d'un groupe d'examen du mandat de Radio-Canada/CBC, reporté au moins jusqu'aux prochaines élections fédérales. Le porte-parole de FCB, Ian MacKenzie, a déclaré que le ministre n'a rien dit lors de son récent entretien téléphonique avec le réseau de M. Harper, et qu'il n'a pas s'être immiscé dans le travail du cabinet. Le porte-parole de FCB, Ian MacKenzie, a déclaré que le ministre n'a rien dit lors de son récent entretien téléphonique avec le réseau de M. Harper, et qu'il n'a pas s'être immiscé dans le travail du cabinet.

En novembre dernier, le ministre a annoncé en comité parlementaire qu'il allait lancer un examen de la société d'Etat.

Plus tôt ce mois-ci, le ministre a annoncé qu'il allait nommer Kotto, du Bloc québécois, à la tête du gouvernement de la société d'Etat.

DÉFENSE

SUITE DE LA PAGE 1

à la livraison des nouveaux bateaux. «Cette acquisition se fera au moyen d'un processus équitable, ouvert, transparent et conforme à la Loi fédérale sur la responsabilité et au Plan d'action qui ont été proposés par le gouvernement», a promis le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier. «Un processus d'achat rigoureux a été mis en place pour que l'équipement réponde réellement aux besoins des hommes et des femmes des Forces canadiennes, tout en assurant aux contribuables canadiens le meilleur rapport qualité-prix pour leur précieux investissement.»

Une demande de propositions, publiée sous peu, enclenchera le processus qui mènera à la sélection de deux entreprises pour la phase de définition du projet. Chacune de celles-ci se verra attribuer un contrat de 12,5 millions de dollars afin d'élaborer des propositions pour la conception préliminaire du navire, les plans de mise en œuvre du projet et le plan de soutien en service. Une seule sera retenue pour construire les trois navires en fonction de ces plans.

«Les navires de soutien interarmées amélioreront la capacité des Forces canadiennes à protéger les zones maritimes du Canada ainsi que sa souveraineté», a expliqué le Général Rick Hillier, chef d'état-major de la Défense. Dotés de coques renforcées, ils serviront aussi à assurer le ravitaillement en carburant et le réapprovisionnement de navires déjà déployés. Ils pourront également mener des opérations de transport maritime, faire office de quartier général flottant ou d'hôpital

tement l'ancien gouverneur en chef. L'annonce n'est que le début d'un processus qui ajoutera le ministre de la Défense à la liste des «construire une armée plus forte».

L'oppos

Le ministre Fortier a annoncé qu'il allait procéder de son gouvernement. Gilles Duceppe, député québécois, a déclaré que des conservateurs ont demandé au ministre de se pencher sur ce qu'ils ont attendu de la Chambre des communes. S'est-il questionné lors de son intervention. On dirait qu'ils ne vont pas attendre la période de questionnement pour poser des questions. Les contrats de 15 millions de dollars qui seront faits.

Selon lui, en agissant ainsi, le ministre a tenu sa promesse électorale de transparence. «transparence n'est pas comme les autres, se sont fait élire sur ce point et, maintenant, ils font ce qu'ils veulent», a-t-il ajouté. M. Duceppe a déclaré qu'il n'a rien dit lors de son récent entretien téléphonique avec le réseau de M. Harper, et qu'il n'a pas s'être immiscé dans le travail du cabinet.

Le chef bloquiste a déclaré que la série d'annonces survenait au moment où le ministre des Finances, Jim Flaherty, a annoncé un déséquilibre fiscal de 10 milliards de dollars. «presque plus d'argent que nous avons dépensé pour la Défense», a-t-il déclaré. Pour Christian R...